



SEINE MARITIME

Déclaration liminaire CDAS du 30 mars 2017

L'action sociale n'est pas un confort mais répond à une nécessité : elle a notamment pour but de répondre aux nombreux besoins des actifs, des retraités et des plus fragiles.

Ces difficultés sont accentuées par le contexte économique actuel et les multiples attaques et régressions sociales dont les fonctionnaires font l'objet.

L'action sociale n'est pas une variable d'ajustement : de nouvelles prestations peuvent être discutées et proposées aux agents, ce que nous ne manquerons pas de faire lors de ce CDAS, avec toujours en ligne de mire les notions d'équité et de satisfaction des besoins.

Nous tenons à rappeler notre attachement aux initiatives locales dans les CDAS. Nous réfutons donc une conception dirigiste de la note d'orientation ministérielle. Celle-ci doit définir un cadre sur lequel s'appuyer (afin d'assurer une certaine cohésion au niveau national) et non un plan d'actions prédéfinies.

Nos organisations dénoncent une nouvelle fois la baisse du budget de l'action sociale, qui part du consommé de l'année précédente et non des besoins.

Or nous sommes particulièrement attachés à une action sociale de haut niveau qui réponde aux attentes des agents.

Localement, il conviendra donc de s'attacher à ce que l'intégralité du budget soit ainsi consommé pour des actions de qualité.

L'intersyndicale restera vigilante et mobilisée pour répondre au mieux à une certaine conception de l'action sociale.